**DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE  
A L'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERETS**

Je soussigné : (Nom, Prénom)

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Représentant de la société :

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Agissant en son nom propre (*dans le cas d'une personne physique*)

Ou

* Agissant en qualité de représentant de la personne morale suivante :

Dénomination officielle complète :

Forme juridique officielle :

Adresse officielle complète :

N° d'immatriculation à la TVA :

* Déclare qu’elle/il ou que la société qu’elle/il représente :

- Ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts par rapport au Marché (un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs) ;

- Fera connaître, sans délai, au pouvoir adjudicateur toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;

- N'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, d'avantage, financier ou en nature, en faveur ou de la part d'une quelconque personne lorsque cet avantage constitue une pratique illégale ou relève de la corruption, directement ou indirectement, en ce qu'il revient à une gratification ou une récompense liée à l'attribution du marché ;

* A fourni des renseignements exacts, sincères et complets au pouvoir adjudicateur dans le cadre de la présente procédure de passation de marché ;

Date :

Signature :

**Clause « anti-corruption »**

La CCI Bordeaux Gironde est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d’intégrité de la CCI Bordeaux Gironde. Lesdits prestataires doivent également s’engager à lutter contre toute forme d’atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d’être qualifié de corruption, trafic d’influence, prise illégale d’intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l’exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l’opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la règlementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l’un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d’éthique et d’équité et s’engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l’ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu’à l’égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l’exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement la CCI Bordeaux Gironde de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance -prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d’un délit constituant une atteinte à la probité.